Supplément au n°13 - Fête de l'HUMA 2017

CAHIERS COMMUNISTES

FAIRE VIVRE LE PCF SUR LES RAILS DE LA LUTTE DES CLASSES

Partons des mobilisations syndicales des 12 et 21 septembre pour faire grandir l'opposition

jusqu'au RETRAIT DES ORDONNANCES MACRON !

Le succès des manifestations du 12 septembre à l'initiative de la CGT confirme l'existence d'un fort noyau de travailleurs décidés à combattre la politique du capital. C'est le moteur pour gagner la mobilisation de la majorité du monde du travail qui subit et rejette cette politique. Face à ce rapport de force, le système joue sur le blocage total de la perspective politique institutionnelle dont l'invention médiatique de Macron est le nouvel aspect. Ne sous-estimons pas le danger de la droite réactionnaire et l'extrême-droite comme recours du capital et force de division des travailleurs. Ne laissons pas la social-démocratie en recomposition, sous des atours populistes ou gauchistes, récupérer détourner le mouvement social vers des impasses politiciennes. Pour nous communistes, l'alternative politique, aujourd'hui, ne peut partir que des luttes. Toute notre énergie est immédiatement consacrer à rassembler pour les manifestations du 21 septembre et les suivantes.

Spécial Fête de l'Huma 2017

LUTTES (pages 1 et 2) :

- Retrait des ordonnances Macron de déstructuration du marché du travail

MONDE/EUROPE (page 3):

- Le 23 sept., défilons pour la paix et le désarmement
- Maastricht, 25 ans après le référendum: toujours NON!

PCF (page 4):

- **RECONSTRUIRE LE PARTI DE CLASSE A PARTIR DES LUTTES**

Débat-Fête de l'Huma

«PAS D'AVENIR SANS PCF»

Stand/Section du PCF Paris 15, av. Joséphine Baker, SAMEDI 16 à 11H00

L'an dernier, l'opinion publique s'est opposée massivement – à 80% selon les enquêtes – à la loi El-Khomry. Une large sympathie, s'est exprimée pour les manifestations pour son retrait.

Cette année, les ordonnances Macron vont beaucoup plus loin dans la casse du code du travail, au-delà de la question du temps de travail. Nous affirmons que la même opposition existe qu'en 2016 dans le pays.

Quel travailleur, quel jeune à la porte de l'emploi, va croire que faciliter les licenciements, c'est « bon contre le chômage » ?

Avec les ordonnances, un salarié pourra être licencié pour refus d'une modification du contrat de travail pourtant signé avec son patron. S'il licencie abusivement sans cause économique réelle et sérieuse, un patron ne pourra plus être condamné qu'à des indemnités minimes aux prud'hommes. Les multinationales pourront déplacer leur profit vers des filiales à l'étranger pour mieux licencier et délocaliser en France. Les petits patrons pourront imposer des bouleversements de l'organisation du travail, remettre en cause les primes, malgré les accords de branches et le code du travail. Ils pourront organiser des « référendums » internes, là où ils disposent de tous les moyens de pression. Ils pourront faire sans les syndicats. Le repreneur d'un sous-traitant pourra remettre à zéro les acquis concédés aux salariés par l'ancien prestataire. Etc.

Il y en a pour 159 pages de mesures techniques et vicieuses concoctées par le patronat et que le gouvernement veut imposer par

une guerre éclair de 6 semaines contre le monde du travail.

Ce coup de force doit ouvrir une nouvelle étape dans la « libéralisation », le retour à la loi de jungle, du marché du travail. L'étatisation programmée de l'assurance chômage va finir de décharger le patronat de sa responsabilité dans le chômage. Le transfert des cotisations chômage vers la CSG n'est pas seulement dur et injuste pour les retraités (1,7% de prélèvement !) mais profondément grave pour tous les travailleurs.

Les dégâts des mêmes politiques dans les pays voisins, coordonnées par l'UE, sont connus, de la Grèce à l'Allemagne (où la proportion de travailleurs pauvres atteint 22% contre 7% en France). Il s'agit d'écraser les salaires, de généraliser la précarité, d'accentuer la surexploitation. L'aide aux PME est un alibi. Les profits sont absorbés par les donneurs d'ordres et vont à leurs dividendes. En fait de lutte contre le chômage, il s'agit de dissoudre la définition de l'emploi (aussi avec l'extension des CDI de

.../...

« mission », en fait des CDD sans prime de précarité).

Il n'en est que plus important de stopper net Macron maintenant. Partant de l'expérience de l'an dernier, le mouvement social peut gagner en 2017.

En 2016, la mobilisation des travailleurs, avec les syndicats revendicatifs, a été forte. Elle s'est heurtée à la répression scandaleuse de Manuel Valls, détournant son « état d'urgence » contre les salariés.

La convergence n'a pas été totalement réussie avec les mouvements des cheminots et des fonctionnaires, pourtant confrontés au même moment à de très graves atteintes, eux aussi, contre leurs statuts.

Surtout, le mouvement s'est trouvé court-circuité par le début de la campagne des présidentielles, les calculs politiciens et la propagation de nouvelles illusions électorales.

Cette année, les suppôts de Macron prétendent que les ordonnances faisaient partie de son programme. Quel mépris décidément de la part de ce président! Les textes ont été tenus au secret jusqu'au 31 août. La « concertation » de l'été avec les syndicats s'est effectuée dans le vide.

En début de quinquennat, il est risqué pour Macron d'envoyer les forces de répression contre des manifestants.

Choisissant d'imposer d'entrée sa ligne antisociale, Macron a de nouveau attaqué les cheminots en menaçant leur régime « spécial », pourtant associé à leur mission de service public. Aux fonctionnaires, il a déjà inflige le gel des salaires et des recrutements ; aux jeunes, la baisse des APL ; aux retraités, la ponction de 1,7% de CSG au-dessus de 1200 euros par mois. **Les conditions d'une construction d'une large convergence de luttes existent, aujourd'hui comme hier, sur les statut et le marché du travail.** Elle est nécessaire pour tous.

Le capital et le patronat comptent sur le blocage de la perspective politique

pour faire passer leur plan historique de recul social. **Avec leurs médias, ils ont réussi à faire élire Macron et à brouiller le jeu politicien.** Logiquement, la cote de popularité de Macron redescend vite et reviens à son faible socle du 1er tour de la présidentielle : 24% des voix correspondant à ceux qui ont le moins intérêt au changement.

Macron ne bénéficie pas d'un soutien majoritaire pour sa casse du marché du travail. Mais il n'existe pas d'opposition du côté des institutions et des organisations politiques pour l'empêcher.

Le président dispose d'une majorité pléthorique de « fans » à l'Assemblée, élue grâce à une abstention record. **La présidentielle a laissé à l'extrême-droite et à la droite le terrain de l'opposition politique principale.** L'extrême-droite, dangereusement renforcée, reprend déjà son discours mêlant démagogie sociale, nationalisme et haine anti-immigrés. L'élimination de Fillon a libéré un espace à une droite libérale-réactionnaire située entre Macron et Le Pen.

Ce n'est quand même pas le général de Villiers qui va être le champion de la lutte contre l'austérité en pleurant hypocritement sur les dépenses de surarmement (alors qu'encore 850 millions d'euros ont été détournés des budgets civils vers les opérations extérieures)

De l'autre côté, l'opération « En Marche » a phagocyté une grande partie du PS faisant passer pour « radicaux » des politiciens réformistes comme Hamon, fils spirituel du père de la CSG Rocard et ministre de Hollande, où Mélenchon qui – souvenons-nous – appelait à voter Hollande au 2ème tour de 2012 comme pour lui-même.

Le populisme, l'agitation de Mélenchon de ses « fans » ne doivent pas cacher l'absence de tout anticapitalisme et de lutte des classes – jusqu'aux mots – dans leur programme. Communistes, nous condamnons l'opération de JLM et FI, leur tentative de détournement politicien du mouvement social qui ne fait que renvoyer toute perspective de changement à 2022.

Le monde du travail ne peut pas se permettre d'attendre à nouveau 5 ans une prochaine duperie électorale, comme le conçoit le système. Il n'existe aucun début de majorité le week-end derrière un hypothétique sauveur et le « coup d'Etat social » de FI.

Mais un rapport de force existe pour mettre en échec, tout de suite, les mesures antisociales commandées par le patronat. C'est seulement dans la lutte, la grève qu'il peut et doit s'exprimer. Sur ce terrain, les diversions de droite et d'extrême-droite sont également disqualifiées.

Aussi, communistes, nous ferons tout pour développer la lutte, les actions, les grèves pour LE RETRAIT DES ORDONNANCES MACRON, à commencer par les manifestations initiées par la CGT les 12 et 21 septembre 2017.

Les jours et les semaines qui viennent doivent être utilisées pour démonter les ordonnances, expliquer comment la plupart des salariés risquent concrètement de les subir, à construire les convergences de lutte contre la remise en cause des statuts du travail.

« Contrats aidés » : ne tombons pas dans la confusion !

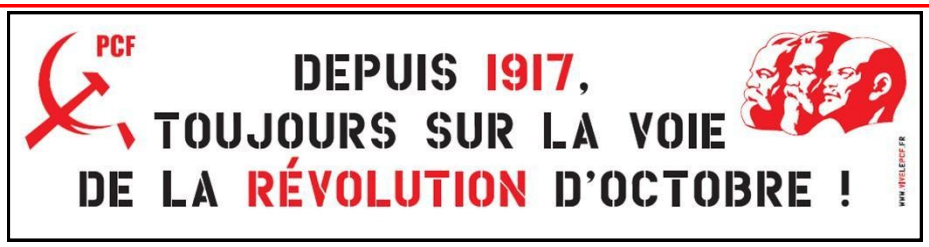
Communistes, nous intensifions, dans la période, notre lutte pour transformer les « contrats aidés » en emplois stables, notamment dans les services publics, pour obtenir de vraies formations. Mais il n'est pas question pour nous de défendre le principe des « contrats aidés », du « traitement social du chômage » développé par la social-démocratie depuis 30 ans et que nous avons toujours combattu : de sous-emplois, payés à peine au RSA, justifiant les suppressions de postes et gavant les exploiteurs, dont les sous-traitants du service public. Ne tombons pas dans le piège du pouvoir qui, annonçant la suppression de dizaines de milliers de « contrats aidés », invite à ériger ces sous-emplois en référence alors que nous combattons sa casse globale des statuts du travail et exigeons le retrait des ordonnances Macron.

Hausse de la CSG : double mauvais coup ! Danger sur l'assurance chômage.

La hausse de 1,7% de la CSG est une ponction directe inacceptable sur les revenus de remplacement, notamment les deux-tiers des retraites. Elle continue l'évolution grave vers l'étatisation de la protection sociale, au profit d'un patronat peu à peu libéré de toute responsabilité. Mais la hausse Macron de la CSG correspond, pour la première fois, à un transfert de cotisations sociales chômage (et non de la sécu). Elle rentre dans le vaste plan de casse du marché du travail actuel, dont l'étatisation annoncée de l'Unedic est autre volet. **Le pouvoir veut mettre fin à la solidarité entre salariés devant le risque chômage et sortir l'assurance chômage totalement de l'entreprise.** C'est très grave. Gardons en tête la définition marxiste du chômage, indissociable du capitalisme qui a besoin d'une « armée de réserve » pour faire pression sur les salaires et surexploiter.

ANNIVERSAIRES

A cette fête de l'Huma 2017, nos stands célèbrent le 100ème anniversaire de la Révolution bolchévique.



Les communistes français, le PCF, sont les enfants de la Révolution d'Octobre. Pas que d'elle, mais sans elle, ils n'existeraient pas. Ceux qui renient cette filiation, le marxisme et le léninisme sont condamnés à changer de nom ou à disparaître. Ce n'est pas notre choix !

Les « jours qui ébranlèrent le monde » en 1917, suivis de la terrible guerre civile russe contre les réactionnaires et impérialismes coalisés, constituent un précédent unique, inestimable, de victoire des peuples contre le capitalisme.

Pendant plus de 70 ans, une forme, des formes de socialisme se sont développées et ont constitué, jusqu'au bout, une opposition irréductible au capitalisme. Nous les analysons sans cesse, les critiquons parfois vivement.

Mais nous ne laisserons jamais à des revanchards capitalistes ou à des « repentis » le soin de faire ce travail nécessaire à la place de ceux qui continuent le combat.

L'existence du camp socialiste a été le point d'appui permanent de toutes les luttes contre le capitalisme, contre sa forme extrême, le fascisme. Aussi, de façon générale dans le monde, contre le colonialisme.

Octobre 17 a transformé de façon décisive les organisations ouvrières et imposé la forme révolutionnaire léniniste, celle des partis communistes, la plus efficace dans la mobilisation de ceux qui ont le plus intérêt à combattre la minorité de possédants, la plus efficace dans les conquêtes sociales, la défense des travailleurs et de leurs acquis, de la paix, dans la Résistance au fascisme.

Communistes français du 21ème siècle, face à la dégénérescence de la « démocratie bourgeoise », privée de sa raison d'être d'amortisseur et laissant place à la dictature directe du Capital, **nous continuons résolument sur la voie de la Révolution d'Octobre 1917.**

MAASTRICHT. Il y a 25 ans exactement, les élites capitalistes françaises et européennes tremblaient. Le 20 septembre 1992, le NON au référendum sur le traité de Maastricht était en passe de l'emporter et obtenait finalement 49%, malgré une propagande, un chantage, alors jamais vus.

Le PCF avait, le premier, dévoilé le texte et dénoncé sa gravité. Nous avions réclamé un référendum. Mitterrand, confiant dans les sondages, l'avait accordé avant de s'en mordre les doigts. Un de ses disciples, Mélenchon célébrait, comme porte-parole du PS au Sénat, un « bon compromis de gauche ». Aujourd'hui, il regrette que l'application de Maastricht n'ait pas répondu à ses attentes. Le politicien populiste prend décidemment toujours le peuple pour des imbéciles !

Inquiétés, les porte-parole de la classe dominante devaient développer une hargne, une haine de classe, inconcevables contre les travailleurs qui massivement, à juste titre, mobilisés par le PCF et la CGT, avaient rejeté le traité.

Nous pouvons mesurer la gravité et toute l'actualité de Maastricht aux sous-titres du numéro spécial de l'Huma-dimanche (une ci-contre) du 27 mai 1992: « *Des institutions échappant à tout contrôle/Une liberté totale pour les capitaux/ Economies sous surveillance/ Un budget de la France sous diktat/ Le pouvoir monétaire confisqué/Convergences purement financières/ Une Europe sociale minimale/ Vers l'armée européenne/ Réseaux sur mesure pour multinationales/ Citoyenneté ou euroracisme ?* »

Depuis 25 ans, toutes les – rares – consultations concédées des peuples d'Europe sont allées dans le sens du refus de l'UE du capital, notamment en 2005 en France sur le TCE et jusqu'au « Brexit » de 2016. L'UE a perdu toute légitimité. Mais la défaillance des partis communistes, notamment, a laissé le système détourner l'opposition à l'UE vers le nationalisme ou la collaboration de classe. Avec Tsipras en Grèce, point de rupture avec l'UE mais le renforcement de sa dictature antisociale !

Pour nous communistes, malgré les reculs et reniements de certaines directions, il faut, plus que jamais, réaffirmer la nécessité de la rupture avec l'UE du capital. Le rapport de force existe, au plan des pays, pour refuser l'application des directives, contester l'instrument principal de domination supranationale qu'est l'euro, rejeter l'UE du capital et la mise en concurrence des peuples qu'elle implique, la perspective de guerre impérialiste dans laquelle elle place notre pays. Face à Macron qui tente un coup de force pro-ue!

Le samedi 23 septembre 2017, suivant la Journée internationale de la Paix proclamée par l'ONU, nous appelons aux Marches pour la Paix : à Paris, 14h00 de République à Stalingrad

Sous les mots d'ordre suivants : Baisse des dépenses militaires françaises, interdiction des armes nucléaires et désarmement nucléaire unilatéral de la France, retour en France de tous les soldats en « opération extérieure », sortie de la France de l'OTAN et des politiques militaires intégrées de l'UE !

PCF: RECONSTRUIRE LE PARTI DE CLASSE!

Samedi 16 septembre à 11h sous le stand du PCF Paris 15, av. Joséphine Baker: DEBAT, « Pas d'avenir sans PCF »

«Après la sanction électorale, face à Macron, avant le congrès : *PCF, reconstruire le Parti de classe à partir des luttes*, *ne pas le laisser finir de se dissoudre dans la recomposition de la social-démocratie* ».

Avec **Corinne Bécourt,** secrétaire de la section du PCF de Saint-Quentin de l'Aisne, **Emmanuel Dang Tran,** secrétaire de la section du PCF de Paris 15ème, membre du Conseil national du PCF, Eric Monnini, secrétaire de la section du PCF du Jarnisy en Meurthe-et-Moselle, **Cyril Morlot,** secrétaire de la fédération du PCF de Haute-Saône, **Dominique Negri,** secrétaire de la section du PCF de Saint-Martin-d'Hères

Plusieurs évolutions politiques, depuis un an, rendent encore plus impérieux notre objectif de reconstruire le PCF :

Le système et son idéologie dominante ont réussi à mettre en œuvre une recomposition politique inédite pour continuer et aggraver leur politique au service du capital. Des batailles majeures s'annoncent face aux contre-réformes structurelles programmées, notamment celle du marché du travail.

L'avènement orchestré de Macron laisse **la droite réactionnaire et l'extrême-droite, elles-mêmes en recomposition, comme recours politique principal pour le capital**. **A « gauche », la recomposition de la social-démocratie,** comme force « d'opposition » durablement minoritaire, s'organise, sur les décombres d'un PS sacrifié, autour du populisme de Mélenchon, du mouvementisme petit-bourgeois, du rocardisme d'un Hamon.

Cette situation est de nature à peser lourdement sur le mouvement syndical et le développement des luttes sociales qui s'annoncent, notamment, dès le 12 septembre, avec la mobilisation nationale CGT contre la poursuite de la casse du droit du travail.

Va peser lourdement également l'effacement historique de notre parti, le PCF, qui a enregistré son plus mauvais résultat électoral depuis sa création, à la limite de la disparition, avec 1,23% des inscrits et 613000 voix aux législatives.

La réunion du Conseil national du PCF des 23 et 24 juin a confirmé que ce résultat catastrophique découle de la stratégie de liquidation des positions et de l'organisation communistes que nous ne cessons de dénoncer.

Après toutes les compromissions pour sauvegarder des députés et l'appareil, Pierre Laurent, sans aucune remise en cause, engage **la nouvelle étape de la « réinvention du PCF ».**

C'est l'ordre du jour du 38ème congrès avancé de quelques mois, à juin ou novembre 2018, pour s'éloigner de l'échéance des élections européennes, susceptible d'imposer un débat à découvert sur le fond.

Le CN a annoncé la volonté de la direction de se servir de son propre échec pour accélérer la liquidation : un véritable coup de force, d'une direction qui a fini de se disqualifier.

Nous avons analysé cette nouvelle phase, critique, du processus de liquidation. Nous avons décidé de contrer le coup de force, d'engager aussitôt la préparation du congrès, d'imposer le débat démocratique – indissociablement de notre intervention dans les luttes. Après la période électorale, la diversité de nos situations locales dans notre lutte pour la reconstruction du Parti, pèse beaucoup moins.

Notre préparation du prochain congrès peut et doit aussi, dans ces circonstances exceptionnellement graves, être le moment de passer à une nouvelle étape d'organisation pour *reconstruire le PCF*.

C'est le slogan et l'identification que nous proposons de retenir vis-à-vis des camarades et de l'extérieur, dans la transparence indispensable.

D'ici la Fête de l'Huma, après ce CN, l'appel lancé, par certains d'entre nous, à la démission de Pierre Laurent prend tout son sens : il n'est pas seulement le moyen de remettre en cause les combines électorales désastreuses des 18 derniers mois (primaires/alignement d'en haut sur Mélenchon, négociations humiliantes avec ce dernier etc.), mais clairement de dénoncer et contrer la stratégie de liquidation qui les a amenées et que la direction entend poursuivre coûte-que-coûte.

Nous n'imaginons pas et ne laisserons pas faire un avenir sans PCF!

INFORMATION/CONTACTS/ADHESION/DEMANDE DE MATERIEL:

CAHIERS COMMUNISTES, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, **cahierscommunistes@orange.fr** - SITES INTERNET: **http://vivelepcf.fr**

Sur les questions internationales et le mouvement communiste dans le monde: **http://www.solidarite-internationale-pcf.fr/**